

<http://levenissian.fr/Defendre-la-distribution-mutualisee-de-la-presse-c-est>



Défendre la distribution mutualisée de la presse, c'est défendre la démocratie !

- Vie politique -



Date de mise en ligne : lundi 5 octobre 2020

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Un scandale politique se poursuit depuis des mois sans émouvoir les habituels défenseurs de la liberté de la presse. Car après de nombreuses restructurations, le groupe PRESTALIS, héritier des messageries de la presse mis en place à la libération, a déposé le bilan et sa filiale lyonnaise, la SAD a licencié l'ensemble de ses salariés.

Pendant la période électorale supposée être une période de grand débat politique public, on a connu cette situation ubusque de la non distribution de la presse nationale dans l'agglomération lyonnaise ! Il a fallu la détermination des salariés pour construire une solution de reprise et reprendre sous forme d'une régie temporaire l'activité de distribution.

Mais les décideurs de la presse nationale comme des magazines n'ont toujours pas décidé de contribuer à résoudre ce problème, comme si la vente au numéro ne les intéressait plus. Le résultat est que le fonctionnement précaire mis en place ne pourra durer très longtemps.

Il faut répéter l'enjeu primordial de garantir la diversité et le pluralisme de la presse dans chaque point de vente, condition du débat démocratique. Les communistes de Vénissieux soutiennent bien évidemment la lutte des salariés de PRESTALIS. Leurs élus au conseil municipal ont proposé un voeu soutenu par toute la majorité municipale. Leurs élus métropolitains ont posé une question orale pour permettre au président de la métropole de s'exprimer publiquement et d'aider à la mobilisation des acteurs institutionnels pour débloquer la situation et permettre l'avancée du projet de société coopérative d'intérêt public porté par les salariés.

**Voeu voté à l'unanimité par le conseil
municipal de Vénissieux le 28 septembre
2020**

Voeu de soutien aux ex-salariés de la SAD

La SAD, filiale du groupe Presstalis installée à Vénissieux et qui assurait la distribution de la presse dans la région a déposé son bilan. Cela a conduit à une situation ubuesque d'un arrêt total de la distribution de la presse nationale en pleine campagne électorale, sans que les pouvoirs publics ni les grands acteurs de la presse n'agissent. Cette situation est inacceptable pour la vie démocratique. La mutualisation de la distribution de la presse organisée après 1945 est indispensable au pluralisme dans un paysage médiatique marqué par la concentration des médias dans quelques grands groupes. De plus, cela aggrave la situation des points de vente presse déjà fortement fragilisés.

Les ex-salariés sont toujours présents sur leur site de Vénissieux et ont repris la distribution de la presse nationale à travers une régie provisoire des messageries nationale. Ils portent un projet de société coopérative d'intérêt collectif permettant d'assurer ce droit fondamental d'accès à la presse dans sa pluralité dans chaque point de vente.

Les Messageries lyonnaises de presse, qui s'étaient engagées à entrer au capital de la SCIC à hauteur de 5 %, n'ont toujours pas confirmé leur accord. Les collectivités locales peuvent être proactives pour sortir de ce statu quo mortifère. Le temps est compté. Le 21 octobre, les salariés de la SAD devront quitter leurs locaux et si aucune solution n'est trouvée d'ici là, la presse nationale ne sera de nouveau plus distribuée sur la métropole et ses environs. Une table ronde qui devait se tenir en préfecture début septembre autour de leur projet de SCIC a été annulée alors qu'il y a urgence à trouver une solution.

Le conseil municipal de Vénissieux demande au préfet d'obtenir de l'ensemble des acteurs une table ronde rapide pour créer les conditions de la création de la SCIC et retrouver une situation normale de distribution de la presse.

Question orale posée en séance du conseil de la métropole de Lyon le 5 octobre 2020

Après un arrêt total de la distribution de la presse nationale en pleine campagne électorale, elle n'est aujourd'hui distribuée qu'à travers la mobilisation des ex-salariés de la SAD dans une régie provisoire des messageries nationales.

Car les ex-salariés de la SAD, la filiale du groupe Presstalis qui assurait la distribution de la presse dans la région, sont toujours présents sur leur site de Vénissieux, mais la table ronde qui devait se tenir en préfecture début septembre autour de leur projet de SCIC a été annulée alors qu'il y a toujours urgence à trouver une solution.

Cette situation est inacceptable pour la vie démocratique. La mutualisation de la distribution de la presse, organisée après 1945, est indispensable au pluralisme dans un paysage médiatique marqué par la concentration des médias dans quelques grands groupes Monsieur le Président, que pouvez-vous faire pour que s'organise rapidement une table ronde destinée à remettre en place la distribution de la presse en concrétisant le projet de Société coopérative d'intérêt collectif porté par les salariés ?

Les Messageries lyonnaises de presse, qui s'étaient engagées à entrer au capital à hauteur de 5 %, n'ont toujours pas confirmé. Les collectivités locales peuvent être proactives pour sortir de ce statu quo mortifère. Le temps est compté : fin octobre, les salariés de la SAD devront quitter leurs locaux et, si aucune solution n'est trouvée d'ici là, la presse nationale ne sera de nouveau plus distribuée sur la métropole et ses environs.

La réponse du président de la métropole

Après avoir confirmé l'enjeu de la distribution de la presse en soulignant son impact économique pour des points presse déjà en difficulté, le président de la métropole a considéré que pour l'instant, le projet de SCIC porté par les salariés n'était pas viable et que les services de la métropole pouvaient aider à l'améliorer. Dans l'hypothèse d'un projet viable, la métropole serait prête à entrer dans la SCIC.

Il reste que le temps presse pour les salariés et pour la distribution de la presse dans la métropole !